



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

CHAUMONT, le 09 juin 2021

Nos réf. : SHM/CO/NA n° 21-99

T:\UD 10 52\Activites\ICPE-52\1_Autorisation\Ferry Capitain - Vecqueville\2021_06_02_VI\2021_06_09_L_IIC_avec_projet_APMD VF.odt

Vos réf. : -

Affaire suivie par : Cyril OISELET

cyril.oiselet@developpement-durable.gouv.fr

Tél. : 03 25 30 20 56

Courriel : ud52.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

**Monsieur le directeur de la société
FERRY CAPITAIN**

**Usine de Bussy
52300 VECQUEVILLE**

Objet : Visite d'inspection de votre établissement du 2 juin 2021

RECOMMANDE AVEC AR N°1A 181 437 6366 9

Monsieur le directeur,

Vous trouverez, ci-joint, la copie du rapport de l'inspection des installations classées rédigé suite à la visite d'inspection qui a eu lieu le 2 juin 2021 au sein de votre établissement de Vecqueville, portant sur la déclaration annuelle des émissions polluantes et sur les rejets dans l'atmosphère.

De cette visite, et de l'examen des données de surveillance des rejets, il ressort que le suivi des émissions de votre établissement ne respecte pas les dispositions de votre arrêté préfectoral d'autorisation du 30 octobre 2008 modifié. En particulier, il a été relevé l'absence de surveillance en permanence de vos émissions de poussières depuis plusieurs années, alors qu'il s'agit d'un des principaux enjeux de votre établissement. L'absence de spéciation des COV émis et l'absence de suivi de certains points de rejet a également été relevée.

Ces non-conformités me conduisent à proposer à monsieur le préfet de prendre un arrêté de mise en demeure à votre encontre, vous demandant de respecter sous 3 mois les prescriptions de votre arrêté préfectoral s'agissant de la surveillance des rejets.

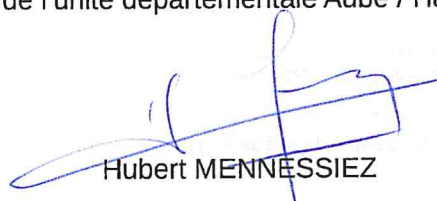
S'agissant de la qualité des rejets, il a été relevé que la vitesse d'éjection des gaz ne respecte pas, en certains points de rejet, la valeur minimale réglementaire prescrite ; ceci a pour incidence une moins bonne dispersion des polluants dans l'atmosphère. Le projet d'arrêté ci-joint vous demande de mettre en place les actions nécessaires pour lever cet écart sous 6 mois.

Vous disposez d'un délai de 15 jours pour faire part de vos remarques à l'autorité administrative (préfet et inspection des installations classées) sur ce projet d'arrêté, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement.

Par ailleurs, l'examen de votre déclaration annuelle des émissions polluantes via l'outil GEREP a donné lieu à des observations qui vous ont été exposées lors de la visite d'inspection. Votre déclaration a donc été mise en révision. Aussi, je vous demande de bien vouloir revoir cette déclaration, avant le 25 juin 2021, afin que l'inspection puisse valider votre déclaration avant la clôture du site le 1^{er} juillet 2021.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Le chef de l'unité départementale Aube / Haute Marne



Hubert MENNESSIEZ